

Rappel des conséquences de la carence

- Possibilité pour le Préfet de majorer le prélèvement (jusqu'à + 400 %)
- Transfert à l'État de l'exercice du droit de préemption urbain (avec possibilité de le déléguer à un délégataire, EPF, SEM, organismes HLM)
- Obligation de produire au moins 30 % de PLUS-PLAI pour les constructions de plus de 12 logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher (possibilité pour le Préfet de déroger à cette obligation)
- Possibilité pour le Préfet de mettre en place un dispositif d'intermédiation locative dans le parc privé par convention avec des organismes agréés
- Possibilité pour le Préfet d'instaurer des secteurs dans lesquels il instruit et il délivre les permis de construire pour les opérations de logements
- Possibilité pour le Préfet de signer une convention avec un organisme en vue de la construction ou l'acquisition des logements sociaux, avec contribution obligatoire de la commune (plafond relevé à 30 000€ par logement avec la loi Égalité et Citoyenneté)
- Les dispositions relatives à l'offre de logement intermédiaire prévues par les documents de planification et de programmation sont privées d'effet.
- **Nouveauté 2017** (suite à la loi Égalité et Citoyenneté) : le préfet récupère la gestion du contingent communal